

Service Risques Naturels et Technologiques  
Unité Départementale de la Haute-Corse  
Route d'Agliani - Montesoro  
20600 Bastia

Bastia, le 11/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EDF Dépôt intermédiaire (DPM)**

Lieu dit pineto - 20290 Poretta

Références : R\_2024-166  
Code AIOT : 0020800046

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement EDF Dépôt intermédiaire (DPM) implanté Lieu dit Pineto 20290 Lucciana. L'inspection a été annoncée le 30/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF Dépôt intermédiaire (DPM)
- Lieu dit pineto 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0020800046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le dépôt pétrolier de la Marana (DPM) est exploité par la société EDF-SEI, les sociétés sous-traitantes sont regroupées au sein d'un groupement d'intérêt économique, le GIE DPM. Le site comporte deux réservoirs de stockage de fioul domestique d'une capacité unitaire de 7270 m<sup>3</sup> et 1530 m<sup>3</sup>.

Le dépôt est alimenté par bateau via une canalisation enterrée. Il alimente, via une canalisation enterrée, la centrale électrique de Lucciana B d'EDF-PEI et les turbines à combustion de la centrale électrique Lucciana A exploitées par EDF-SEI.

L'encadrement réglementaire du site est assuré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2005-347-2 du 13 décembre 2005 et les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires n°2014-157-0009 du 6 juin 2014 et n°2014-226-0004 du 14 août 2014.

L'exploitant a déposé le 02 août 2024, un Porter à Connaissance (indice B) concernant stockage de biomasse liquide (EMAG) dans le dépôt. Ce dossier a fait l'objet d'une demande de compléments en date du 30 septembre 2024.

## Thèmes de l'inspection :

- Suite de l'inspection du 07 octobre 2022 (rapport du 07 novembre 2022) concernant le dimensionnement des installations de lutte contre l'incendie (AM du 03 octobre 2010)
- Notice de réexamen de l'EDD du 24 janvier 2021 et POI de novembre 2022,
- Gestion des eaux industrielles et pluviales,
- Surveillance des eaux souterraines,
- Risques Natech (inondations).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Étude de dangers	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 1.4.2 et 7.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Rejets des eaux industrielles	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 4.3.7.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Surveillance des eaux industrielles	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.2.1.1 et 8.2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Mesures comparatives du programme de surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.1.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Moyens d'intervention en cas d'incendie	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 7.6.4	Sans objet
4	Risques naturels	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 7.3.7	Sans objet
7	Surveillance des eaux pluviales	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.2.2.1	Sans objet
9	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.2.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle a mis en évidence certains écarts aux prescriptions réglementaires contrôlées susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives, écarts pour lesquels l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les actions correctives, sous un délai d'un mois, notamment, concernant les rejets d'effluents aqueux des installations.

D'autre part, l'inspection est en attente, sous un mois, des justificatifs de conformité à certaines dispositions intéressant la prévention des risques technologiques et la surveillance des eaux industrielles.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2014, article 1.4.2 et 7.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour de l'étude de dangers
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.4.2 mise à jour des études d'impact et de dangers Les études d'impacts et de dangers sont actualisés conformément aux dispositions réglementaires du code de l'environnement. Article 7.1.5 étude de dangers L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers
<b>Constats :</b> La société DPM dispose d'un document nommé "notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du dépôt de la Marana" et référencé 797665/10449408-RAP3-VO en date du 24 janvier 2021. Ce document a fait l'objet de remarques de l'inspection reprises dans le rapport du 07 novembre 2021 pour lesquelles l'exploitant s'était engagé à apporter des réponses et compléments avant fin 2022. Ce jour, l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la prise en compte de l'ensemble des remarques de l'inspection ainsi que de l'état d'avancement des 5 mesures du plan d'actions repris en conclusion de la notice de réexamen en vue de garantir les hypothèses retenues dans l'étude de dangers du 13 décembre 2013.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> La société DPM est tenue de mettre en œuvre les mesures organisationnelles et techniques nécessaires au maintien d'un bon niveau de sécurité de ses installations afin de prévenir tout risque d'accident majeur. Le Système de Gestion de la Sécurité vise à respecter durablement les exigences définies dans l'étude de dangers. A cet effet, les mises à jour éventuellement nécessaires sur le site en vue de garantir les hypothèses retenues dans l'étude de dangers du 13 décembre 2013 doivent intervenir dans les meilleurs délais. L'inspection est en attente des éléments de réponse aux remarques de l'inspection du 07 octobre 2021 (rapport du 07 novembre 2021) ainsi que d'un calendrier précis de la mise en œuvre de chacune des mesures du plan d'action relatif à la notice de réexamen de l'étude de dangers du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Plan d'Opération Interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du POI
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b> La dernière version du POI est datée de novembre 2022. Le document ne comporte pas l'ensemble des éléments listés à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 et notamment les points h), i) et j) relatifs aux mesures d'atténuation hors site, de prélèvements environnementaux et de remise en état de l'environnement dans le cadre d'un accident majeur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant que la mise à jour du POI devra intervenir avant fin novembre 2025 et comporter notamment l'ensemble des éléments listés à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 précité. Cette nouvelle version sera adressée à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2014, article 7.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le dépôt doit avoir une réserve propre en émulseurs de classe 1 permettant de contenir le feu de la sous-cuvette « ouest » contenant le réservoir de 7270 m <sup>3</sup> , pendant 40 minutes. La réserve d'émulseur de classe 1 est de 7,3 m <sup>3</sup> disponibles, soit en 1 réservoir fixe directement raccordé au réseau de pré-mélange, soit en conteneurs mobiles de 1.000 litres minimum. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a examiné le document nommé « dépôt de la Marana - vérification du dimensionnement des installations de lutte contre l'incendie du parc à fioul du dépôt de la Marana selon l'arrêté du 3 octobre 2010 » référence DL-MOOOOPPPN2218 du 21 décembre 2018, élaboré dans le cadre de l'évolution de la réglementation liée aux produits inflammables et notamment l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Cette note redéfinit la stratégie incendie pour le parc FOD au regard des exigences de l'arrêté du 03 octobre 2010 et dimensionne notamment les moyens en eau et en émulseur pour éteindre le scénario majorant du dépôt pétrolier, à savoir le feu de sous-cuvette « côté ouest » contenant le plus gros réservoir de FOD du parc à fioul. Dans le cas d'un mélange eau-émulseur à 3%, la réserve d'eau associée à ce scénario est de 296 m <sup>3</sup> et de <b>8 m<sup>3</sup></b> pour l'émulseur. D'autre part, le document ne comporte pas les données dimensionnelles et le calcul des cubatures des rétentions du dépôt (cabinet de géomètres-experts SIBELLA) entrant dans l'élaboration du dimensionnement incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les prescriptions du présent article doivent être modifiées afin de prendre en compte les nouvelles modalités de défense incendie du parc FOD établies par l'exploitant conformément aux dispositions de l'arrêté du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Dans l'attente de la mise à jour administrative, l'exploitant est tenu de constituer sans délai une réserve d'émulseur de classe 1 de minimum **8 m<sup>3</sup>** immédiatement disponible sur le site afin de disposer de moyens propres (régime d'autonomie) pour l'extinction du scénario majorant de référence au titre de l'arrêté du 03 octobre 2010.

De plus, l'exploitant adresse à l'inspection les données dimensionnelles ainsi que le calcul des cubatures des rétentions du dépôt ayant servi à l'élaboration du dimensionnement incendie du dépôt (cabinet de géomètres-experts SIBELLA).

Les dispositions du présent article seront modifiées prochainement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Risques naturels

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 06/06/2014, article 7.3.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque inondations

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont protégées contre les conséquences des inondations.

Les incidents sont enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les risques associés au phénomène naturel "inondation" ont été traités dans l'EDD de 2013 en s'appuyant sur les données référencées dans le plan de Prévention des Risques d'Inondation de la commune de Lucciana.

La notice de réexamen de l'EDD de 2021 prend en compte les connaissances en gestion des inondations sur la commune de Lucciana figurant dans le document TRI MARANA (2014) et conclue que les modalités relatives à la gestion du risque inondation sur le site DPM prévue dans l'étude dangers de 2013 restent applicables.

Le site se trouve en zone d'aléa très fort. En cas de crue centennale, le niveau des eaux est susceptible de monter de plus d'un mètre (entre 1 et 2 m) au-dessus du terrain naturel.

L'inspection a examiné la consigne inondation (Point 6.4 de la note d'organisation interne REV D du 04 janvier 2024) mise en place conformément aux préconisations de l'EDD de 2013 en vue de prendre en compte ce risque sur le dépôt d'hydrocarbures.

Cette consigne décrit les modalités de surveillance de l'aléa inondation en distinguant l'état de veille et l'état de crue, ainsi que la conduite à tenir pour chacune des situations. Elle prévoit également les mesures à effectuer lors du retour à la normale.

Au travers de ce document dédié, l'exploitant formalise les opérations de gestion du risque inondation sur ses installations prévues dans l'EDD de 2013. Toutefois, lors de la remise en service du site (retour à la normale), il n'est prévu aucune vérification et/ou maintenance afin de s'assurer des bons niveaux de fonctionnement et de sécurité des installations, notamment des MMR et des barrières de sécurité.

Selon les déclarations de l'exploitant, le site n'a pas connu au cours de la dernière décennie d'événements majeurs ni même d'apport d'eau sur le site, de nature à remettre en cause l'intégrité des installations.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu d'apporter tout élément d'information justifiant de l'absence de vérification et/ou de maintenance des installations, notamment sur les MMR et les barrières de sécurité, visant à garantir les niveaux de fonctionnement et de sécurité requis pour la remise en service du site après un état de crue.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Rejets des eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2014, article 4.3.7.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux industrielles	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux industrielles sont rejetées par bâchée d'un volume maximum de 10 m <sup>3</sup> . L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.	
Paramètres	Concentration (mg/l)
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Hydrocarbures	5
MEST	35
Chlorures	50
Cuivres et composés	0,5
Fer et composés	5
Zinc et composés	2 (10 µg/l)*
Plomb et composés	0,5
*La valeur limite en Zinc a été modifiée par l'APC n°2014-226-0004 du 14 août 2014.	
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les rapports d'analyses des bâchées d'eaux industrielles pour les années 2023 et 2024. Il est constaté un dépassement de la VLE "Zinc et composés" sur la rapport d'analyse de la bâchée du 28 décembre 2023 avec une valeur de 30 µg/l . Cette bâchée a été rejetée au milieu naturel.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant est tenu de respecter la VLE de 10 µg/l pour le paramètre "Zinc et composés", prévue à l'arrêté préfectoral n°2014-226-0004 du 14 août 2014 modifiant les dispositions du présent article.	
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites	
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective	
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois	

**N° 6 : Surveillance des eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.2.1.1 et 8.2.1.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance et mesures comparatives	
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.2.1.1. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets Au point de prélèvement spécifié à l'article 4.3.5.2, les eaux industrielles rejetées par bâchée d'un volume maximum de 10 m <sup>3</sup> doivent respecter les paramètres suivants :	
Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant
	<i>Périodicité de la surveillance</i>
Température	A chaque bâchée
PH	A chaque bâchée

Hydrocarbures	A chaque bâchée
MEST	Toutes les trois bâchées
DCO	Toutes les trois bâchées
DBO <sub>5</sub>	Toutes les trois bâchées

#### Article 8.2.1.2. Mesures comparatives

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 8.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètres	Périodicité de la mesure
Température	1 bâchée par trimestre (1)
PH	1 bâchée par trimestre (1)
Hydrocarbures	1 bâchée par trimestre (1)
DBO <sub>5</sub>	1 bâchée par trimestre (1)
Azote global	annuelle
Phosphore total	annuelle
Manganèse et composés	annuelle
Chlorures	annuelle
Cuivres et composés	annuelle
Fer et composés	annuelle
Zinc et composés	annuelle
Plomb et composés	annuelle

#### Constats :

L'exploitant présente les rapports d'analyses des bâchées d'eaux industrielles pour les années 2023 et 2024.

L'analyse annuelle réalisée le 28 décembre 2023 ne comporte pas les paramètres phosphore total et fer et composés.

De plus, une seule mesure de bâchée a été réalisée en 2024 (09 février 2024).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de faire procéder par un organisme extérieur et différent de son prestataire "autosurveillance" (voir remarque point n°8 du rapport) à une campagne d'analyses comparatives de ses eaux industrielles portant sur l'ensemble des paramètres repris à l'article 8.2.1.2 pré-cité.

Il convient d'indiquer à l'inspection des installations classées les raisons pour lesquelles une seule campagne de mesures a été réalisée en 2024 au niveau des eaux industrielles.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois



## N° 7 : Surveillance des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.2.2.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance et mesures comparatives	
<b>Prescription contrôlée :</b> Au point de prélèvement spécifié à l'article 4.3.5.2, les eaux pluviales rejetées doivent respecter les paramètres suivants :	
Paramètres	Autosurveillance assurée par l'exploitant
	<i>Périodicité de la surveillance</i>
Température	semestrielle
PH	semestrielle
Hydrocarbures	semestrielle
MEST	semestrielle
DCO	semestrielle
DBO <sub>5</sub>	semestrielle
Les mesures comparatives mentionnées à l'article 8.1.2. sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :	
Paramètres	<i>Périodicité de la mesure</i>
Température	annuelle
PH	annuelle
Hydrocarbures	annuelle
MEST	
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les rapports d'analyses des eaux pluviales pour les années 2023 et 2024. Les campagnes de mesures 2023 ont été réalisées les 15 novembre et 28 décembre, soit sur le même semestre.	
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les campagnes de mesures d'autosurveillance doivent être réalisées à une fréquence semestrielle.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	

**N° 8 : Mesures comparatives du programme de surveillance des rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures comparatives
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les rapports d'analyses des eaux industrielles ainsi que des eaux pluviales pour les années 2023 et 2024. L'ensemble des campagnes d'analyses ont été réalisées par un prestataire unique, la société EUROFINs, que ce soit dans le cadre de l'autosurveillance ou pour des mesures comparatives.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant est tenu de faire procéder aux mesures comparatives prévues au niveau des eaux industrielles et des eaux pluviales par un organisme extérieur accrédité ou agréé différent de l'entité qui réalise les opérations de mesure de son programme d'autosurveillance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/06/2014, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi piézométrique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède à la surveillance des eaux souterraines au moyen de deux piézomètres au moins implantés en aval hydraulique des réservoirs de stockage d'hydrocarbures, et un piézomètre au moins implanté en amont hydraulique des installations. Les piézomètres sont suffisamment dimensionnés pour pouvoir y introduire une pompe nécessaire aux prélèvements d'eaux aux seules fins d'analyses. Ils sont cimentés sur toute la zone non saturée traversée et équipés d'une crépine sur la hauteur de nappe traversée. Les têtes de piézomètres sont efficacement protégées contre toute atteinte à la qualité des eaux souterraines. Pour chacun des piézomètres, les modalités de la surveillance des eaux souterraines sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• un relevé du niveau de la nappe est effectué a minima selon une fréquence semestrielle ;</li><li>• les analyses d'eau sont effectuées a minima selon une fréquence semestrielle.</li></ul> Les analyses sont réalisées à partir d'échantillons d'eaux représentatifs, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les paramètres à analyser sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• hydrocarbures totaux ;</li><li>• hydrocarbures aromatiques polycycliques ;</li><li>• éléments traces métalliques.</li></ul> Si un impact sur les eaux souterraines est constaté, il est immédiatement porté à la connaissance de l'inspection des installations classées, et les modalités de surveillance sont à adapter suivant la

pollution détectée.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance des eaux souterraines est assurée par un réseau de 4 piézomètres.</p> <p>L'inspection a examiné les rapports de suivis semestriels de la qualité des eaux souterraines pour 2023 et 2024 réalisés par la société DEKRA industrial SA.</p> <p>Les modalités de surveillance ainsi que les paramètres analysés sont conformes aux dispositions du présent article.</p> <p>Le rapport S1/2023 identifie la présence d'anomalies en métaux (nickel, arsenic, chrome, et zinc) avec des concentrations de l'ordre de 3 à 9,6 µg/l suivant le paramètre sur l'ouvrage PZ7, ainsi que la présence d'HAP et de HCT à des concentrations non significatives d'un impact et inférieures aux valeurs de référence sur l'ouvrage aval PZ6bis. Cette présence d'HAP et de HCT sur l'ouvrage PZ6bis est confirmée dans le rapport S2/2023 et S1/2024 toujours à des concentrations non significatives d'un impact et inférieures aux valeurs de référence selon la société DEKRA industrial SA.</p> <p>La société DEKRA industrial recommande le maintien de la surveillance des eaux souterraines conformément aux prescriptions du présent article.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de se positionner sur la présence récurrente d'HAP et de HCT en aval hydraulique présumé du site (dérive par rapport à l'état initial de l'environnement) et confirmer l'absence de source de pollution au niveau de ses installations susceptibles d'impacter les eaux souterraines.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite